

La Nouvelle route de la Soie¹



« La meilleure victoire est de gagner sans combattre »
Sun Tzu, l'Art de la guerre

La 'nouvelle route de la soie' est le nom donné à une stratégie de développement économique et politique de la Chine tous azimuts. Elle est aussi appelée OBOR en anglais pour 'One Belt, One Road', ou aussi BRI, 'Belt and Road Initiative'. La nouvelle route de la soie a été dévoilée à l'automne 2013 par le gouvernement chinois : elle est l'une des priorités de la diplomatie chinoise. Ce ne sont pas des routes ni même des ceintures que met en place la Chine, mais une véritable toile d'araignée, avec des fils de soie, ténus mais résistants, une 'Silk Web'...

Quand on évoque « la route de la soie », on pense à des infrastructures routières telles que des axes d'autoroutes, des voies maritimes, des voies ferrées, des ponts ou encore des aéroports. **Mais c'est bien plus que ça.** Ce nouveau projet intègre aussi le numérique, les zones industrielles, les infrastructures, des zones portuaires, ainsi que la construction de gazoducs, oléoducs, réseaux de fibres optiques et la production des énergies 'propres'. Il inclut aussi de nombreux traités commerciaux ou de coopération mutuelle. Sans oublier des zones économiques spéciales dans divers endroits. Ce projet ne concerne pas que les investissements publics, mais aussi privés. Déjà de grandes firmes occidentales utilisent les réseaux chinois de transport pour leur commerce, et s'investissent dans les constructions diverses (comme des immeubles commerciaux de luxe au Sri Lanka) sous l'égide de Pékin.

Le yuan aspire à devenir une valeur refuge, à devenir attractif pour rivaliser avec le dollar américain. Selon la FMI, le poids du yuan est de 2 % des devises, le dollar américain de 62 %. Mais la Chine vise un objectif de 10 à 15 % d'ici dix ans.



Par ailleurs, la Chine (les entreprises et les banques) achètent des **millions d'hectares de terre, agricoles ou avec un sous-sol minier prometteur** dans le monde (Asie, Afrique, Amérique du Sud, mais aussi Europe, Russie et Amérique du Nord). Pour de purs investissements fonciers avec spéculation à la clé, mais aussi dans le but d'assurer sa souveraineté alimentaire et minière. Cela n'empêche pas que des entreprises chinoises, qui avaient préalablement acheter terres et usines, déposent le bilan quelques temps plus tard... C'est là où parler en termes de 'nations' est un piège. Tous les pays capitalistes délèguent à leurs entreprises le soin d'accaparer des terres partout dans le monde pour leurs propres intérêts. Ce qui fait peur dans le cas d'un Etat, devrait-il rassurer quand cela concerne d'autres Etats ?

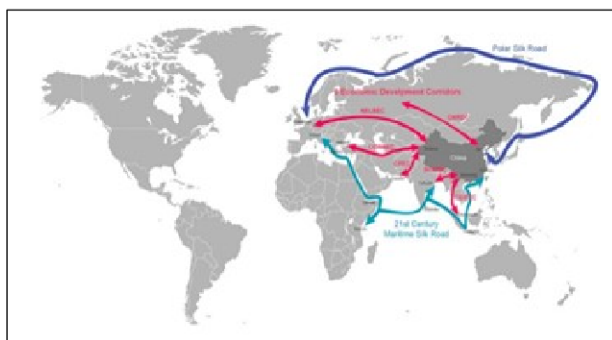


1 Texte rédigé principalement (mais pas que) à partir des articles du site de l'Observatoire français des nouvelles routes de la soie : <https://observatoirefrns.com/>

En 2015, elle élargit le projet qui concerne l'énergie (en particulier le projet de relier les lignes d'ultra haute tension de la Chine à l'Europe, en passant par le Laos et la Russie) ou la construction de centrales, les télécommunications (imposant la 5G avec Huawei), des parcs industriels, des projets touristiques... Elle met en place, sous le label des « nouvelles routes de la soie » trois tribunaux d'arbitrage internationaux sur le territoire chinois. La promotion par la Chine de ses propres normes et standards donne également au projet une dimension immatérielle croissante

Cette initiative doit se comprendre comme un outil de restructuration de la gouvernance mondiale qui devrait concerner 68 pays et 40 % du PIB mondial. D'ici 2050, la Chine espère bien contrôler la majorité des flux de marchandises autour du globe. Ce que ne laisseront pas faire, ni les USA et ses alliés, ni l'UE. Des périodes de fortes tensions ne sont pas à exclure. D'autant que les crises du capitalisme continueront à s'intensifier, ainsi que les crises climatiques, la course aux matières premières, dont les terres rares.

Le coût de ce projet serait de 1800 milliards de dollars sur deux décennies, plus que le plan Marshall qui se montait à 800 milliards de dollars américains (en valeur actualisée).



Plusieurs axes routiers et ferroviaires

Manquent sur cette carte les BRI concernant l'Océanie et l'Amérique Latine

Par voie terrestre, de la Chine à l'Europe jusqu'à Barcelone, via la Russie et l'Allemagne. Plusieurs voies seront construites passant par le Nord, via la Russie et l'Ukraine et par le Sud, via le Kazakhstan, la Turquie et la Grèce : ne pas mettre tous les œufs sur la même route. Sur ces axes, la Chine construit aussi, des zones de stockage et de logistique, des ateliers, avec du personnel exploitable aux conditions chinoises.

Par voie ferroviaire : Pékin va doubler le Transsibérien russe pour arriver à Berlin. Soit par le Nord de l'Europe Centrale (Saint-Petersbourg et Rotterdam), soit par le Sud (Thaïlande, Afghanistan, les Balkans).

Par voie maritime, de la Chine à l'Europe, Grèce et Italie², via La Malaisie, le Pakistan, le canal de Suez, l'Égypte. La Chine vise aussi l'Afrique de l'Est et du Sud. Elle investit donc dans les ports qu'elle modernise (construction de terminaux pour porte-containers et tankers). Elle construit des comptoirs commerciaux qui permettent de pénétrer dans les arrière-pays, comme ce qu'a fait l'Europe au 19ème siècle.

Elle a déjà passé des contrats avec les différents petits pays de l'Océanie. L'Australie a fait, récemment machine arrière (voir l'AUKUS, ci-dessus).

L'Amérique Latine est aussi courtisée. De nombreux accords commerciaux ont déjà été signés. Un accord a été signé avec le Panama en 2017 et la Chine prend une option pour le monopole de la construction d'un canal à travers le Nicaragua. La Chine investit massivement au Brésil, au Pérou et en Argentine, avec l'idée de construire une ligne ferroviaire reliant l'Océan Pacifique (Lima) et l'Océan Atlantique (Rio de Janeiro).

Une voie maritime passerait bien par l'Arctique ! Cela prend pour l'instant la forme d'une coopération stratégique avec les pays limitrophes pour la construction d'infrastructures. Que ce soit par le passage du Nord-Ouest ou celui du Nord-Est. Ce dernier ayant l'avantage de ne pas être bordé par les USA mais par la Russie, entité plus maniable. Le Conseil de l'Arctique (qui réunit les pays limitrophes du Pôle Nord) est sous contrôle des USA ? Qu'à cela ne tienne : la Chine y a obtenu un strapontin d'observateur, bien que n'étant pas un pays limitrophe... Le réchauffement climatique est une sacrée chance, pardî !



Par voie aérienne, elle investit dans des aéroports « sûrs et consentants ».

De fait, la Chine accorde de nombreux prêts à divers pays dans le but d'augmenter leurs capacités infrastructurelles et ainsi pouvoir mieux transporter les marchandises chinoises un peu partout dans le monde. Parce qu'il est demandé un effort aux partenaires économiques pour être à même d'accueillir cette nouvelle route de la soie. Avec l'aide des banques chinoises.

Et si les entreprises ne peuvent rembourser, la Chine impose alors une cession de 99 ans sur l'infrastructure (port ou autre) en échange de l'annulation d'une partie de la dette. C'est ce qui est arrivé au Sri Lanka (avec la Tour Lotus, tour commerciale que l'État, ayant eu à faire face à des émeutes dues à la paupérisation de la population, ne peut finir), au Pakistan, à la Pologne, etc. Ces éléphants blancs (projets pharaoniques non utilisés mais avec un coût colossal) rappellent les sombres heures de l'endettement, quand les pays dits alors du 'Tiers-Monde' devaient passer sous les fourches caudines du FMI et de la BM.

Cas de la Réunion et de Mayotte (Départements français). Ces deux îles espèrent attirer des capitaux chinois pour dynamiser leur économie (dixit Wikiped). Il existe à la Réunion, comme dans de nombreuses villes en développement, une forte communauté chinoise de commerçants et de chefs d'entreprises, en position d'influer sur les décisions politiques. Le financement

² L'histoire du Covid dit que la porte de pénétration du Covid en Europe aurait été l'Italie. Italie qui a été le premier pays du G7 à signer un accord pour accueillir les investissements chinois de la nouvelle route de la soie. A Bergame, où les premiers morts européens du Covid ont été comptabilisés, une forte communauté économique chinoise est installée. Des vols réguliers Chine Italie fonctionnaient jusqu'à la veille du confinement.

serait attribué par les banques chinoises d'investissement, vierges de tout passé colonial, plutôt que le FMI ou la BM, qui traînent quelques casseroles derrière eux..

L'opération d'expulsion de comoriens de l'île de Mayotte (Wuhambushu 2023) est à resituer dans ce contexte, elle sert plus à réaffirmer la présence française vis-à-vis de l'international, qu'à régler un problème présenté comme de 'sécurité'.

A la fois, attirance (pour les capitaux) et répulsion (pour la dépendance), les pays cibles sont partagés. Ce nouveau partenariat est un enjeu stratégique important, il est utilisé dans la mascarade démocratique comme levier pour faire basculer les résultats des élections nationales.

Des contre-projets se mettent en place, avec du retard sur le projet chinois.

L'Inde et le Japon signent des accords de développement avec des pays en Afrique (construction de parcs éoliens, d'autoroutes...).

Le G7 (donc les USA) a annoncé en juin 2021 un projet nommé "Build Back a Better World" ou B3W, (Reconstruire un monde meilleur), avec une enveloppe de 600 milliards de \$, faite de prêts et de subventions pour des infrastructures durables, autrement dit pour « regagner une partie de l'influence que les démocraties avancées ont cédée à la Chine », selon un diplomate britannique.

L'UE a annoncé en décembre 2021 la création d'un 'Global Gateway' (portail mondial) de 300 milliards d'€, ayant les mêmes objectifs : des investissements pour renforcer les infrastructures énergétiques, numériques, sanitaires, éducatives et de transport dans les pays sous-développés... au bénéfice des entreprises et banques européennes, et non des populations concernées, il va sans dire. Ce projet vise les mêmes pays que ceux approchés par la Chine, pure coïncidence ou pure concurrence ?

La réaction de la Chine est, pour l'instant, toute diplomatique : elle accueille ces différents contre-projets en souhaitant une coopération entre les technologies des uns et les capitaux des autres, avec la main d'œuvre des derniers.

Les relations entre la Chine et la Russie³ L'ambivalence, comme d'hab'

Quel est le rôle joué par le rapprochement entre la Chine et la Russie, dans le réalignment géopolitique actuel des forces en présence ?

La Russie est le plus proche partenaire stratégique de la Chine. Les deux pays partagent une frontière de 4 300 km. Leur rapprochement, à l'œuvre depuis longtemps, est aujourd'hui sans précédent, supérieur aux alliances politiques et militaires de la guerre froide.

La Chine est le premier importateur des armes et du pétrole russe.

Au moment des JO de Pékin (du 4 au 20 février 2022), la Chine et la Russie firent une déclaration commune le 22 février 2022, officialisant une « amitié sans limite » entre les deux pays, sans zone interdite. Ce qui laisse présager une collaboration de plus en plus étroite entre les deux pays. L'invasion de l'Ukraine par la Russie débuta le 24 février 2022, juste après les JO d'hiver.

Cette coopération militaire a été renforcée, d'après une annonce commune en avril 2023 : échange de matériels, informations et techniques militaires.



Sur le plan stratégique, la Chine poursuit son propre objectif de la Nouvelle Route de la Soie. Elle cherche donc à montrer patte blanche. Elle reste prudente qu'en à sa position dans la guerre en Ukraine, qui est un des points majeurs de passage de la nouvelle route de la soie par le nord.

Déjà en 2014, elle n'avait pas condamné l'annexion de la Crimée par la Russie. La Chine a même acheté une partie du port d'Odessa, en Crimée.

Une des nouvelles routes de la soie par le sud, passe par le Kazakhstan, qui a toujours été considéré par Moscou comme sa chasse gardée.

En ce qui concerne la guerre actuelle en Ukraine, la position de la Chine est ambivalente. Une victoire franche de la Russie en ferait un concurrent renforcé, difficilement maniable. Mais une défaite nette renforcerait la puissance des USA qui n'auraient plus comme cible privilégiée que la Chine. Il n'y a pas loin à penser que, pour la Chine, la poursuite de la guerre est une bonne chose, elle épuise économiquement et affaiblit politiquement un partenaire, rendu ainsi plus malléable.

La Chine a besoin de la coopération de la Russie. D'abord pour la soutenir dans la construction d'une route de la soie arctique (domaine sous contrôle américain). Puis pour assurer la nourriture de sa population. Population qui est dix fois plus importante que la population russe, dans un pays presque deux fois plus petit. Du coup, avec le réchauffement climatique, cela ferait fondre non seulement la banquise arctique, mais aussi le permafrost sibérien, et permettrait la mise en culture d'une région proche de la Chine et potentiellement fertile. Dans les deux cas, la Chine fournirait les capitaux et la main d'œuvre, la Russie mettrait à disposition le sous-sol de l'Arctique et le sol sibérien, dans un accord d'amitié gagnant-gagnant, comme toujours.

Bien évidemment, cela ne va pas sans tensions ni rivalités.

³ Texte rédigé principalement (mais pas que) à partir de l'article : *Les ambivalences de « l'amitié » russo-chinoise*, dans la revue Bilan et perspectives, n°22, automne 2022.

La Chine en Afrique⁴

Un prédateur comme les autres

Peu avant les années 2010, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique devant les États-Unis et l'Europe. Ce sont des prêts faits à taux avantageux, souvent à taux 0, car garantis par des matières premières dont le continent africain ne manque pas. Échaudés par les prêts du FMI, de la BM et des banques des ex-pays colonisateurs, les pays africains essaient la voie chinoise. Cette relation est pourtant fortement à l'avantage de la Chine.

PAS⁵ après PAS⁶ !

Le pays emprunteur doit déléguer la gestion de ses matières premières et infrastructures à la Chine en guise de compensation en cas de non-paiement. La Chine, qui décrit souvent ces accords comme étant 'gagnant-gagnant' ne remet que rarement en question le fait de se faire rembourser à tout prix.

Si la récupération de marché africain par la Chine est décriée par le Nord, il ne faut pas oublier que les capitalistes du Nord ont fait exactement pareil et depuis bien plus longtemps.

Un exemple : la RDC

Dans le cadre des accords de minerais contre infrastructures qui avaient été conclus en 2007 par le gouvernement de Joseph Désiré Kabila, il était prévu que la Chine construise routes, hôpitaux, etc. en échange d'un accès à l'exploitation des minerais congolais, cobalt et cuivre notamment. Ce contrat s'est traduit par la création de joint-ventures détenues à 70 % par les entreprises chinoises et à 30 % par des sociétés congolaises. Les bénéfices de l'exploitation des mines et des mineurs vont au remboursement des prêts et aux actionnaires des joint-ventures. *« Rien ne sera affecté au budget de l'État. Finalement, le peuple congolais est floué avec la complicité des autorités congolaises qui ont organisé le bradage pur et simple des richesses nationales pour leur propre intérêt et au*



4 Texte rédigé principalement (mais pas que) à partir de trois articles de Pierre-François Grenson sur la Chine dont le premier : [La Chine en Afrique : histoire d'amour ou péril mortel ? Et si c'était plus compliqué que ça ?](#)

5 PAS : Plan d'Ajustement structurel : restructuration drastique imposée par les prêteurs du Nord dès les années 1980, si le gouvernement demandait des prêts.

6 PAS : Plan d'accaparement stratégique : appellation ironique donnée par le CADTM aux contrats financiers léonins dans le cadre de la nouvelle route de la soie.

profit des entreprises chinoises » écrivait Éric Toussaint du CADTM en 2008.

Selon la chambre des mines congolaises, la Chine exploite actuellement 70% des mines du pays. En 2017, dix ans plus tard, un rapport constate les dégâts environnementaux (destruction des surfaces agricoles, pollution des rivières...) et humains (déplacements, maladies...) sans compensations suffisantes. Suffisantes ? C'est bien les termes du rapport !

Ces accords 'minerais contre infrastructures' consistent à utiliser les revenus de l'exportation de matières premières en échange du financement (et souvent de la construction) d'infrastructures. L'inconvénient (pour le bailleur) est que les revenus dépendent des cours du minerai sur les marchés internationaux. Un autre type d'accord 'ressources contre infrastructures' permet au bailleur d'obtenir la concession minière, ce qui le rend autonome dans l'exploitation mais aussi plus responsable des dégâts occasionnés.

Éléphants 'jaunes'

La Chine, comme les pays occidentaux coloniaux avant elle, incite à des projets mégalomaniques, qui ne seront pas utilisés, ou sous-utilisés une fois construits par des entreprises chinoises, mais dont la population devra rembourser les prêts jusqu'au bout.

Ainsi, un palais présidentiel au Burundi, (20 millions de \$) ne sera jamais habité. Le nouveau président a déplacé la capitale ! Ou le financement de grandes autoroutes reliant des villes clientélisées dans le pays ciblé.



La construction de la ville fantôme de Kilamba Kiaxi, en Angola. Le continent manque cruellement de logements urbains et d'infrastructures logistiques. Construite entre 2008 à 2012, cette ville a coûté 3,5 milliards de dollars déboursés par une banque chinoise possédée par l'État. Le remboursement se fait « en nature » contre un accès prioritaire aux ressources pétrolières. Le prix du pétrole a diminué depuis, la dette devient insoutenable. Les appartements étaient si chers que seulement 2 % de la population pouvaient les acheter. La construction de cette ville flambant neuve s'est faite sans tenir compte de la soutenabilité du prêt contracté et promeut la logique extractiviste selon la clause du remboursement par les ressources.

Par ce genre de 'cadeaux', les leaders politiques se font acheter et ont tendance à voter comme la Chine dans les grandes organisations internationales. Ainsi, la Chine qui cherche depuis longtemps à isoler

diplomatiquement et économiquement Taïwan a atteint son but. De fait, il n'y a plus un seul pays africain reconnaissant cet État (le dernier, le Burkina Faso, a rompu ses relations avec Taïwan en 2018)..

La Chine offre ainsi à ses entreprises des débouchés en exportant aussi la main d'œuvre chinoise ou en exploitant la main d'œuvre locale aux conditions chinoises (dans la construction, par exemple).

La stratégie du 'soft power'

La Chine veut s'affirmer comme un partenaire compétitif, mais non agressif. Elle doit donc faire preuve d'une capacité à séduire. C'est le 'soft power'. Ce sont des relations asymétriques, entre un pays influant et un pays influencé. Attirer les élites, désarmer les hostilités, contrôler les réseaux. **En fin de processus, le consentement ne nécessite plus ni menace, ni récompense.**

En 2021, **516 instituts Confucius** (instituts d'apprentissage de la langue chinoise et de promotion de la culture chinoise) dans 142 pays (2 millions d'apprenants) ; 56 instituts en Afrique sont opérationnels. Ils sont positionnés le long des nouvelles routes de la soie. A noter que la France a ses Alliances Françaises, l'Allemagne ses Instituts Goethe, l'Espagne ses Instituts Cervantès, etc. Les échanges universitaires sino-africains tendent aussi à augmenter, ainsi que la création d'instituts militaires financés et supervisés par la Chine. Elle lance aussi une radio internationale, organise les JO d'été (2010) et d'hiver (2022), et participe à tous les grandes manifestations culturelles internationales. Elle mise aussi sur le renforcement de son industrie cinématographique.



La Chine s'implique de plus en plus, dans les pays qui l'intéressent, en envoyant des troupes chinoises dans des organisations internationales officiellement 'opérant pour le maintien de la paix' (ONU). Ce qui non seulement permet de mettre un pied militaire sur le continent africain, mais blanchit son image d'armée répressive : Tibet, Ouïghours, Tien An Men, etc.

La Chine accentue sa présence dans les différentes organisations internationales : OMC, FMI, où elle prétend jouer le rôle de modérateur dans les conflits ne la concernant pas directement, (voir l'accord Iran-Arabie Saoudite, ci-dessous).

La Chine au Moyen-Orient Faire la nique aux Etats-Unis

Après la crise Covid, la Chine et les USA veulent être les premiers à remettre leur économie en état de marche. Pour être en bonne place lors de la relance de l'économie mondiale.

En 2021, la croissance du PIB de la Chine était de 8,1 %, celle des USA de 5,9 %.



En mars 2021, la Chine et l'Iran signent un accord pour 25 ans. Les investissements chinois seront de l'ordre de 400 milliards de \$: 280 milliards dans le domaine de l'énergie, 120 milliards pour les routes, les ports et aéroports, les chemins de fer, dans le cadre plus élargi de la mise en place de la Nouvelle Route de la Soie. En échange, l'Iran fournira du gaz et du pétrole à la Chine à des prix avantageux. Pendant la pandémie, la Chine avait même envoyé des doses de vaccins Covid gratuits.

La Chine signe aussi des accords avec les Émirats Arabes Unis, pour se fournir en pétrole.

La Chine a aussi parrainé un accord entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, ennemis historiques. Par cet acte, la Chine se place comme acteur de premier plan au Moyen Orient, faisant la nique aux États-Unis qui se doivent de contrecarrer ces avancées.

Ce qui provoque de fortes frictions entre les deux superpuissances.



La zone Indo-Pacifique⁷

Terrain de jeu, terrain de guerre



Vue des USA



Vue de la Chine

Vue de la France



Jeu des x erreurs : quels pays ne sont pas sur les trois cartes ?

La Zone Indo-Pacifique

Conséquence du déplacement du centre de gravité de la géopolitique et de l'économie mondiale vers l'Est avec la montée en puissance de la Chine, l'Indo-Pacifique est une notion introduite par les USA, contre la Chine. Elle représente à la fois d'énormes opportunités économiques et un terrain de rivalités entre les Etats, Chine et États-Unis et leurs alliés. C'est une vaste région stratégique dont la définition en termes de pays participants est déjà un enjeu de pouvoirs.

La France l'a délimitée, pour sa part, de Djibouti à la Polynésie. 8000 soldats en permanence, sur terre et en mer. La France y investit parce qu'elle a la volonté de préserver les miettes de l'héritage colonial, mais aussi de tenir son rang dans le maintien de l'ordre mondial, via le nucléaire (210 essais nucléaires au Sahara et en Polynésie entre 1966 et 1996). Elle ambitionne surtout de se préserver un accès aux ressources sous-marines. La ZEE de la France, rappelons-le, est de 11 millions de km², deuxième surface après les USA.

⁷ Texte écrit principalement (mais pas que) à partir du livre : *L'État radicalisé*, de Claude Serfati, La Fabrique, 2022.

La France participe donc aux exercices militaires en Mer de Chine, avec le Japon et l'Australie, sous le commandement US.

Les ambitions surdimensionnées de la France

Dans le contexte de l'échec de la politique guerrière aventuriste des USA (Irak, Afghanistan), la France essuie de son côté des échecs en Afrique (Centrafrique, Mali).

Si la France se vante de signer des 'contrats stratégiques' avec l'Inde ou l'Australie, d'augmenter les ventes d'armes, il peut survenir des couacs. Ainsi, le camouflet en 2021, quand l'Australie préfère acheter des sous-marins US que français (voir l'AUKUS). De plus, les contrats de vente d'armement annoncés comme faramineux par l'Etat français, ont une contrepartie occultée : les pays acheteurs (comme l'Inde) acceptent d'acheter des Rafales, à condition qu'il y ait un important transfert de technologies et de savoir-faire, ce qui permettra, à l'avenir, de faire de ce pays client un pays concurrent.

Par ailleurs, les ventes industrielles dans la région stagnent dans la zone indo-pacifique, du fait du non investissement en amont.

Macron continue de foncer : « **Paradoxalement, ce qui me rend optimiste** [sur l'avancée de la défense européenne], **c'est que l'histoire que nous vivons en Europe devient tragique.** » (avril 2018)... Il espère une augmentation des ventes d'armes avec le raidissement sécuritaire de l'UE (contre le crime organisé, le terrorisme, les migrations).

La plupart des citoyens français n'ont pas connaissance du déploiement militaire français dans le monde. L'ampleur de cette évolution ne dépend pas du Parlement, toujours à la botte de l'exécutif en matière militaire, selon Claude Serfati, mais de l'acceptabilité sociale. Par anticipation, l'État se dote de tout un panel de lois pour sanctionner les récalcitrants à l'union nationale.



Que conclure?



Douce et Malabar

Ces textes ont bénéficié de l'aide inestimable de Malabar, cheval de trait de *la Ferme des animaux*.

Avant que nous ayons eu le temps de le remercier pour nous avoir accordé son temps précieux, il était reparti au moulin en cours de construction, en murmurant sa célèbre maxime :

« Je vais travailler encore plus dur ! »

Autrement dit, (comme l'écrit Éric Toussaint) : « *La fin du tunnel n'est pas en vue. Face à ce constat, il ne faut pas baisser les bras, il faut redoubler d'efforts pour qu'une authentique révolution auto émancipatrice se produise.* »

Napoléon, le cochon 'maximo' de *la Ferme des animaux*, lut les bonnes feuilles, sans avoir apporté son aide, selon son habitude. Il tint à peu près ce langage : « *En tant que militants internationalistes, nous ne pouvons tomber dans le pessimisme selon lequel tout serait perdu. Sinon, nous tomberions dans le pacifisme et la compromission avec les partis bourgeois ! La classe ouvrière renaît partout !*

Le réalisme révolutionnaire impose la nécessité d'une rupture ! Donnons-nous des perspectives intermédiaires : construisons des comités contre la guerre impérialiste et pour la guerre de classe ! »

C'est exactement de cette manière que se termine un des articles de *Bilan et perspectives...*

Mais déjà dans le lointain, on entendait le fourgon d'Alfred Simmonds, l'équarrisseur, fournisseur d'engrais animal et de nourriture pour chenils, qui emportait Malabar, épuisé et au bout de ses forces, à l'abattoir...

A moins que vous préféreriez conclure la lecture de ces bonnes nouvelles, comme d'aucuns qui pensent que, puisque cela risque d'être pire à l'avenir, autant prendre du bon temps au présent. A moins que vous compreniez, vous aussi à la suite d'autres lecteurs-lectrices, que la fête du beurre puisse attirer plus de monde qu'une manif contre le saccage de nos vies.

Vous pouvez aussi avoir une autre réaction :

A vous, la plume ou le clavier...

D'autres outils, pourquoi pas ?

Bonus : Eh bien, puisque vous en êtes arrivé là vous avez sûrement remarqué

la reproduction qui n'a rien à voir avec la Chine !

C'est la peinture sous la vague
au large de Kanagawa, du
japonais Hokusai, avec le Fuji
en arrière-plan. p. 9